

POLITIQUES



Photo CPE Caillou-Lapierre, Montérégie

CONCURRENCE DÉLOYALE ?

Si les promoteurs de l'économie sociale réclament un soutien de l'État, ce n'est pas parce qu'ils pratiquent une forme d'économie qui exige de la charité tandis que la «vraie» économie, l'économie capitaliste, n'aurait pas besoin du soutien de l'État. Au contraire. L'entreprise privée a compris depuis longtemps l'importance des politiques publiques pour soutenir son développement. Sans ce support, il n'y aurait eu ni Bombardier, ni Cascades, ni Québecor. Au Québec, comme dans les autres pays industrialisés, l'entreprise capitaliste a fleuri grâce à un soutien constant et fort des États-nations. Même aujourd'hui, avec le discours néo-libéral qui prétend vouloir réduire le rôle de l'État, l'entreprise privée continue de bénéficier d'un soutien important et continu à travers des politiques publiques qui lui permettent de maximiser ses profits tout en externalisant ses coûts sociaux et environnementaux.

RENDRE SOLVABLE

L'État intervient de différentes façons pour renforcer les secteurs d'activité des entreprises d'économie sociale par de la solvabilisation de la demande de services, par exemple :

- directement, en finançant la demande par des programmes d'aide à l'utilisateur, soit en totalité (habitation communautaire), soit en partie (aide domestique, CPE) ;
- par des déductions d'impôt offertes à d'autres financeurs privés pour des dons et commandites, ce qui revient à faire indirectement baisser le prix du service pour le public ciblé (Culture, loisirs, par exemple) ;
- ou encore en imposant des obligations légales (environnement avec les ressourceries) qui vont inciter les entreprises et les municipalités à consommer le service.



Shop Angus, Patrick Dionne



Photo Fédération des coopératives du Nouveau-Québec



Coop Dufréne, Michel Tremblay, Alore Centre-Sud

Instruments génériques de financement, de recherche et de développement

Financement, prêt et capitalisation

- **Réseau d'investissement social du Québec.** Fonds de capital de risque à but non lucratif, le RISQ offre un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale, tant pour les phases de démarrage, de consolidation, d'expansion ou de restructuration. Offre également un volet Aide technique, une avance de fonds (de 1000\$ à 5000\$) pour faciliter l'accès à des consultants et spécialistes.
- **La Financière du Québec,** un nouvel organisme lié à Investissement Québec, offre aux entreprises d'économie sociale (coopératives et osbl) de nouveaux outils de capitalisation, sous forme de capital patient, avec la possibilité d'obtenir des congés d'intérêts et des reports dans le remboursement du capital investi.
- **Fondation, FILACTION** et les **Fonds de financement coopératif** investissent en capital de risque dans des entreprises québécoises créatrices d'emplois ou qui ont besoin de financement pour maintenir des emplois. Fondation a la particularité de se rendre plus disponible aux entreprises inscrites dans un processus de gestion participative, aux entreprises d'économie sociale (coopératives ou autres).
- Les réseaux de **crédit communautaire** offre des prêts sans intérêts, cautionnement, micro-crédit et autres cercles d'emprunt. Le Réseau regroupe des organisations de développement local (fonds communautaires d'emprunt, cercles d'emprunt) de plusieurs régions du Québec spécialisées dans le crédit aux populations démunies.
- **Régime d'investissement coopératif.** Le RIC appuie la capitalisation des coopératives en accordant un avantage fiscal aux membres et aux employés qui choisissent d'investir dans leur entreprise.
- Révision du statut juridique des entreprises ES de forme OSBL pour permettre leur capitalisation

Politique préférentielle d'achats gouvernementaux

- Projet-pilote d'achats gouvernementaux auprès d'entreprises d'économie sociale
- Politique de placement publicitaire gouvernemental dans les médias communautaires (4%)

Recherche

- Support financier aux activités de recherche de l'*Alliance de recherches universités-communautés en économie sociale*

Formation, consolidation et développement de la main-d'œuvre

- Support financier aux activités de veille et de formation du *Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire*. Le CSMO offre un soutien au développement de la formation continue: diagnostics de besoins, plans de formation, mise sur pied de régimes d'apprentissage et de développement des compétences, élaboration et révision de programmes institutionnels de formation, développement d'outils de formation, etc.

Insertion socio-professionnelle et intégration en emploi

- Subvention salariale pour l'insertion socioprofessionnelle de personnes exclues du marché du travail
- Subvention pour l'intégration en emploi durable des personnes handicapées, physiquement ou intellectuellement.